

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 21 novembre 2016

Direction des finances

13 2016.RRGR.275 Motion 057-2016 Lüthi (Berthoud, PS) Prélèvement automatique des impôts directs sur le salaire

N° de l'intervention: 057-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 13.03.2016
Déposée par: Lüthi (Berthoud, PS) (porte-parole)
Etter (Treiten, PBD)
Imboden (Berne, Les Verts)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 982/2016 du 31 août 2016
Direction: FIN

Prélèvement automatique des impôts directs sur le salaire

Le Conseil-exécutif est chargé de faire modifier la législation de façon à permettre le prélèvement automatique des impôts directs sur le salaire des salariés et salariées qui le souhaitent.

Développement :

Le canton doit pouvoir légalement contraindre les employeurs et employeuses de déduire automatiquement l'impôt des salaires de leur personnel. La procédure administrative serait similaire à celle de l'imposition à la source des employés et employées non titulaires d'un permis d'établissement et dont le revenu dépasse 120 000 francs par an. Juridiquement, il ne s'agirait toutefois pas d'un impôt à la source mais plutôt d'un paiement anticipé facultatif produisant des intérêts : l'employeur ou l'employeuse ne pourrait en effet déduire les impôts du salaire que si les intéressés ne s'y opposent pas.

Le parlement de Bâle-Ville a adopté une intervention similaire en octobre 2015 (affaire n° 15.5219.01). Et en janvier 2016 une initiative parlementaire a été déposée au Grand Conseil zurichois demandant à ce que les employés et employées de nationalité suisse ou les employés et employées étrangers titulaires d'un permis d'établissement puissent payer leurs impôts de manière anticipée en choisissant le prélèvement automatique sur salaire (KR-Nr. 24/2016). De telles règles sont apparemment possibles et compatibles avec le droit fédéral.

Dans le canton de Berne, 60 000 à 65 000 créances d'impôt font l'objet de poursuites chaque année. L'Intendance des impôts a relevé les chiffres suivants (poursuites contre des personnes physiques uniquement) :

Année	Nombre	Montant
2009	63472	CHF 229 802 842.46
2010	65666	CHF 228 100 297.73
2011	66925	CHF 220 555 714.13
2012	62367	CHF 213 396 665.16
2013	60178	CHF 210 705 860.49
2014	60764	CHF 211 108 910.77
2015 *	32606	CHF 208 774 497.59

* = interruption des poursuites en octobre 2015 pour cause de changement de logiciel dans les offices des poursuites du canton de Berne.

Cela fait des années que 20 pour cent des foyers suivis par les centres de désendettement bernois ont des dettes fiscales, pour un montant moyen de 28 000 francs ces cinq dernières années. Les dettes fiscales sont de loin le type de dette le plus répandu. Les personnes qui n'ont

pas de dettes fiscales sont souvent imposées à la source. Cela signifie que presque tous les foyers surendettés ont des dettes fiscales à moins d'être imposés à la source.

Les contribuables ont certes déjà la possibilité de payer des tranches d'impôt à l'avance s'ils le souhaitent. Mais manifestement les groupes à risque ne font pas un usage adéquat de cette possibilité. Nombre d'intéressés ne sont même pas en mesure d'estimer le montant des impôts qu'ils vont devoir payer.

Si les impôts pouvaient être prélevés automatiquement du salaire des personnes qui le souhaitent, on éviterait aux contribuables de s'endetter et à l'administration de piétiner et les recettes fiscales du canton et des communes seraient garanties.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires souhaitent que les employeurs et employeuses soient tenus de procéder à une nouvelle retenue sur le salaire de leurs employés et employées pour prélever leur impôt. Ils envisagent ce prélèvement direct (« déduction automatique ») comme la procédure ordinaire, à laquelle il ne pourrait être dérogé que si la personne concernée s'y oppose (prélèvement automatique « facultatif »). Leur motion s'appuie sur le constat que la plupart des personnes endettées ont des arriérés fiscaux. Les motionnaires arguent qu'il n'y a que celles qui sont imposées à la source qui font exception. Ils estiment que le prélèvement immédiat des impôts directs sur le salaire serait un moyen d'optimiser le recouvrement de l'impôt, tout en luttant contre l'endettement des personnes au revenu modeste. Ils arguent que des interventions parlementaires ont déjà été déposées sur le même sujet dans d'autres cantons, tels Bâle-Ville et Zurich.

Le Conseil-exécutif approuve l'objectif des motionnaires sur le fond. Il doute cependant que l'instauration d'un prélèvement optionnel des impôts directs sur le salaire puisse améliorer significativement le recouvrement de l'impôt.

- *Les modalités de recouvrement de l'impôt varient d'un canton à l'autre* : dans le canton de Berne, les impôts cantonaux et communaux dus pour une année donnée sont exigibles l'année-même (en tranches facturées les 20 mai, 20 août et 20 novembre). La somme des trois tranches facturées représente le total de l'impôt probable dû pour cette année-là, de sorte qu'il n'y a en général pas lieu de facturer un complément avec le décompte final, l'année suivante. Les modalités bernoises de recouvrement se distinguent en cela de celles du canton de Bâle-Ville, dans lequel les impôts ne sont exigibles que le 31 mai de l'année qui suit la période fiscale (art. 194 de la loi sur les impôts du canton de Bâle-Ville ; n° 640.100 au recueil des lois de ce canton). Contrairement aux citoyens et citoyennes du canton de Bâle-Ville, ceux et celles du canton de Berne paient leur impôt au cours de l'année fiscale elle-même.
- *Paiement anticipé rémunéré et facultatif d'ores et déjà possible* : pour optimiser le recouvrement de l'impôt, l'Intendance des impôts du canton de Berne a instauré, en 2011, la possibilité de régler ses impôts d'avance en bénéficiant d'un intérêt (paiement anticipé rémunéré). Elle met systématiquement ces modalités de paiement en avant de manière accrocheuse dans les informations qu'elle diffuse (annexe aux tranches, site Internet, guide d'établissement de la déclaration d'impôt, etc.). Elle signale aussi toujours que des intérêts moratoires sont dus en cas de retard de paiement (voir Newsletter « 10 minutes » distribuée à l'occasion de la première tranche d'impôt 2016¹).
- *Les Bernois et Bernoises sont de bons payeurs dans l'ensemble* : ces dernières années, 85 pour cent des contribuables en moyenne ont réglé leurs tranches dans les délais. Depuis l'instauration du paiement anticipé rémunéré, le taux de règlement de la première tranche intervenu dans le délai est passé de 77 pour cent à 87 pour cent. Les éliminations annuelles de créances d'impôt sur le revenu et sur la fortune représentent seulement un peu plus de un pour cent de l'ensemble des créances fiscales. Concernant les années fiscales 2011 et 2012, elles se montaient à chaque fois à 45 millions de francs environ.

¹ http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/steuern/steuern_bezahlen/aktuell/10minuten.html

- *La démarche manquerait sa cible* : un prélèvement direct des impôts sur le salaire n'apporterait aucune amélioration en termes de taux de règlement dans les délais. En effet, les personnes ayant des difficultés financières s'opposeraient à ce prélèvement, afin de rester en mesure d'honorer d'autres obligations parallèles, en particulier celles dont le défaut de paiement entraîne des suppressions de prestations (émoluments pour le téléphone et la télévision, factures d'électricité, échéances de leasing, loyers, etc.).

Quoiqu'il en soit, l'instauration d'un prélèvement direct doit être écartée du simple fait des *formalités et des coûts qu'elle impliquerait*.

- Les *contribuables* qui opteraient pour la retenue sur salaire auraient nettement plus de peine à régler l'impôt probable dû dans le délai, car ils devraient constamment garder à l'esprit la somme totale d'impôt payé (montants réglés par leurs soins et sommes retenues par l'employeur). Le modèle proposé compliquerait considérablement leurs démarches fiscales. D'autant que la retenue optionnelle sur salaire ne se substituerait pas à l'obligation d'établir une déclaration d'impôt². C'est en cela que réside la différence majeure avec l'imposition à la source : les personnes imposées à la source ne doivent établir de déclaration d'impôt qu'à titre exceptionnel (taxation dite ordinaire ultérieure). La retenue des impôts sur salaire ne simplifierait donc pas la procédure pour les personnes concernées.
- Pour les *employeurs et employeuses* dont le siège est dans le canton de Berne, le prélèvement direct sur le salaire se traduirait aussi par de lourdes formalités administratives supplémentaires : ils devraient prélever l'impôt, puis reverser les sommes ainsi retenues à l'Intendance des impôts. Comme pour la retenue de l'impôt à la source, le canton devrait leur verser une commission de perception en couverture des coûts correspondants. Pour une commission de perception de trois pour cent des sommes reversées (équivalant à celle de l'art. 18, al. 3 de l'ordonnance concernant les impôts à la source ; RSB 661.711.1), la somme totale des indemnités pourrait aller jusqu'à 150 millions de francs par an³. Le coût du prélèvement direct serait donc nettement plus élevé que le montant annuel maximum qu'atteignent les éliminations d'impôt susceptibles d'être évitées (45 millions de francs). Celles-ci seraient d'ailleurs bien moindres. En effet, les personnes confrontées à une situation financière délicate s'opposeraient au prélèvement direct. De plus, la retenue directe sur salaire n'empêcherait pas les éliminations, puisque les employeurs et employeuses peuvent eux aussi rencontrer des difficultés financières (éliminations de créances d'impôt à la source des années fiscales 2011 et 2012 : environ 0,44%⁴).
- Enfin, le recouvrement de l'impôt se compliquerait considérablement pour l'**Intendance des impôts**. En effet, celle-ci serait contrainte de vérifier systématiquement quels contribuables ont opté pour le prélèvement direct sur le salaire, sachant qu'ils peuvent avoir plusieurs employeurs. Afin de pouvoir recouvrer approximativement l'impôt probable en cours d'année fiscale (comme cela se fait aujourd'hui), il lui faudrait en outre ajuster le montant des tranches à facturer en fonction des éventuelles sommes prélevées sur le salaire. A l'occasion du décompte final, il faudrait encore additionner les tranches réglées par le contribuable et les sommes reversées par l'employeur ou l'employeuse pour déterminer si le solde est positif ou négatif. Comme aujourd'hui, ce solde serait arrêté au moyen du décompte final. Et, pour pouvoir l'établir correctement au terme de l'année fiscale, il faudrait encore s'assurer que les impôts retenus et reversés par l'employeur ou l'employeuse ont été imputés au bon contribuable.

Pour ce qui concerne le canton de Berne, il convient en conséquence d'écarter l'idée d'instaurer un prélèvement des impôts directement sur le salaire. Le Conseil fédéral a abouti à la même

² La retenue optionnelle sur salaire n'est prévue que sur les revenus d'activité salariée, et non sur les autres catégories de revenus (ex : revenu de la fortune immobilière) ni sur la fortune.

³ La somme totale des salaires nets déclarés par l'ensemble des employés et employées bernois s'élève à 30 milliards de francs environ. Cela représente des impôts cantonaux, communaux et paroissiaux d'un montant total de près de cinq milliards de francs. Pour une provision de perception de trois pour cent, l'indemnisation se monterait donc au total à 150 millions de francs environ.

⁴ Cf. réponse à la [Motion 112-2006](#), Schnegg Fred-Henri (Sonceboz-Sombeval, UDC) « Perception du paiement des impôts à la source »

conclusion dans sa réponse du 19 novembre 2014 à la motion « Instituer la possibilité de déduire chaque mois l'impôt exigible du salaire » (affaire [n° 14.3967](#)). Il y explique que « le fait d'instituer le paiement anticipé volontaire sous la forme d'un prélèvement à la source compliquerait l'imposition du revenu », sans produire l'effet escompté, à savoir une amélioration du taux de règlement des impôts.

Etant donné que les modalités de recouvrement de l'impôt varient d'un canton à l'autre, les réponses données dans d'autres cantons à des interventions parlementaires portant sur le même sujet ne peuvent pas être extrapolées au canton de Berne :

- L'intervention parlementaire du 28 octobre 2015 déposée dans le canton de Bâle-Ville a été adoptée à une courte majorité de 39 voix contre 38⁵, contre l'avis du Conseil d'Etat. Or, dans ce canton, les impôts ne sont exigibles que l'année qui suit l'année fiscale (contrairement à ce qui se fait dans le canton de Berne). En conséquence, l'issue donnée à cette intervention parlementaire ne peut pas être extrapolée au canton de Berne, puisque les impôts y sont d'ores et déjà exigibles durant l'année fiscale elle-même. Du même coup, l'étude sur les implications du prélèvement direct facultatif de l'impôt sur le revenu dans le canton de Bâle-Ville en termes d'économie comportementale (FehrAdvice & Partners SA⁶) n'a elle aussi qu'une pertinence limitée pour le canton de Berne.
- L'intervention parlementaire déposée dans le canton de Zurich n'avait pas encore été examinée par le Grand Conseil au 5 juillet 2016.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir führen eine freie Debatte über die Motion. Das Wort hat die Motionärin.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Dieselbe Forderung, die nun hier zur Diskussion steht, hat man bereits in den Kantonen Basel-Stadt und Zürich diskutiert. Im Kanton Basel-Stadt wurde eine Motion überwiesen. Dort laufen die entsprechenden Gesetzesarbeiten, und die Vernehmlassung ist bereits abgeschlossen. Im Kanton Zürich wurde eine parlamentarische Initiative vom Parlament vorläufig unterstützt, und diese geht nun in die zuständige Kommission. Wir befinden uns also in guter Gesellschaft. Mit der Forderung, dass es zukünftig einen automatisierten direkten Lohnabzug der Steuern geben soll, wollen wir zwei Dinge erreichen: Erstens geht es um Schuldenprävention und zweitens um die Sicherung der Steuereinnahmen. Als Präsidentin der Berner Schuldenberatung kenne ich das erste Problem aus professioneller Sicht. Während früher vor allem Kreditschulden das Hauptproblem waren, sind es heute die Steuerschulden, die unsere Klienten belasten. Jeder zehnte Schweizer Haushalt kann seine Steuerrechnungen nicht bezahlen, und das ist nicht nur ein Problem für die öffentliche Hand. Zehntausende von Steuerpflichtigen stehen aufgrund ihrer Verschuldung unter grossem Druck: Wegen Einträgen im Betreibungsregister finden sie keine Wohnung, ihre Kinder leben am Existenzminimum, und häufig entstehen aus dieser Stresssituation heraus auch gesundheitliche Probleme, Beziehungskrisen usw.

Zum zweiten Punkt, der Sicherung der Steuereinnahmen: Wir malen hier im Rat immer schwarz, wenn es um die finanziellen Aussichten des Kantons Bern geht. Und wir sprechen jetzt schon wieder über Sparmassnahmen, statt nach Lösungen zu suchen, wie die Einnahmen gesichert werden können. Im Kanton Bern müssen jährlich 60 000 bis 65 000 Steuerforderungen in der Höhe von über 200 Mio. Franken betrieben werden. Der Regierungsrat schreibt zwar in seiner Antwort, die Abschreibungen für die Steuerjahre 2011 und 2012 hätten «nur» 45 Mio. Franken betragen, aber auch das ist Geld. Zudem haben die ganzen Inkassomassnahmen grossen administrativen Aufwand verursacht und ebenfalls Geld gekostet. Die «Milchbüechli-Rechnung» des Regierungsrats erscheint mir daher doch als sehr vereinfacht.

⁵ Cf. http://www.grosserrat.bs.ch/de/geschaefte-dokumente/datenbank?such_kategorie=1&content_detail=200107255 (en allemand)

⁶ Cf. <http://fehradvice.com/direktabzug> (en allemand)

Das unabhängige Gutachten, welches im Kanton Basel-Stadt gemacht worden ist, kommt zum Schluss, dass sich die Einführung eines automatisierten freiwilligen Lohnabzugs aus volkswirtschaftlicher Sicht mittel- bis langfristig lohnt. Es gibt auf der einen Seite Mehreinnahmen und auf der anderen Seite ein klares Einsparpotential bei den Inkassoaufwänden und den Sozialleistungen.

Wie ich aus den Vorgesprächen herausgehört habe, fürchten sich und vor allem die Wirtschaft und die KMU vor dem Aufwand, der damit auf sie zukommen könnte. Das kann ich teilweise nachvollziehen. Aber solche Lohnabzüge haben sie bereits heute: bei Ausländerinnen und Ausländern für die Quellensteuern, bei verschuldeten Personen für die Lohnpfändungen oder fürs Alimenteninkasso, dann natürlich die schon lange selbstverständlichen Sozialversicherungsabzüge usw. Es ist also nichts Neues und mit einem professionellen Lohnabrechnungssystem sicher auch nichts Kompliziertes! Aber um diesen Ängsten etwas den Wind aus den Segeln zu nehmen, möchte ich Sie über die Diskussionen im Kanton Basel-Stadt informieren. Dort geht es um eine gestaffelte Einführung dieses Direktabzugs. Und man könnte auch im Kanton Bern zum Beispiel zuerst nur jene Firmen verpflichten, die mehr als 250 Vollzeitstellen haben. Diese Firmen haben bereits eine professionelle HR-Abteilung und eine elektronische Lohnsoftware. Während einer Projektphase könnte man damit Erfahrungen sammeln, die IT professionalisieren und das System vergünstigen. Man könnte auch prüfen, ob kleinere Firmen, mit weniger als 10 Vollzeitmitarbeitenden, selber entscheiden können, ob sie mitmachen wollen oder nicht.

Zum Schluss noch etwas Psychologie: Aus verhaltensökonomischer Sicht ist der Mensch nämlich ein eigenartiges Wesen. Natürlich könnte er heute bereits freiwillig Vorauszahlungen leisten. Aber verschiedene Studien belegen, dass es eben einen Unterschied macht, ob man sich bewusst für einen Dauerauftrag entscheiden muss, mit dem solche Vorauszahlungen geleistet werden, oder ob man umgekehrt aktiv werden muss, wenn man diesen automatischen Lohnabzug nicht will. In beiden Fällen geht es immer noch um einen «freiwilligen» Lohnabzug. Aber der Mensch entscheidet sich in der Regel für die Standardvariante. Leider sind auch nicht alle so gut informiert und strukturiert, wie wir es gern hätten, sodass sie abschätzen könnten, wie viele Steuern sie bezahlen müssen und wie viel sie dafür monatlich beiseitelegen müssen. Gerade Menschen mit knappem Einkommen bezahlen zuerst das Nötigste, wie Miete und Lebensunterhalt. Wenn dann noch etwas übrig bleibt, legt man das nicht unbedingt für die Steuern beiseite. Wenn aber das Geld für die Steuern beim Lohn bereits abgezogen wurde, teilt man sich den Rest so ein, dass es hoffentlich bis Ende Monat ausreicht. Nun noch etwas zur Akzeptanz. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Gut, ich komme zum Schluss. Wir überlegen uns, unseren Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln, weil wir verstehen, dass man vielleicht die Situation im Kanton Bern etwas genauer anschauen muss, und nicht einfach das Zürcher oder das Basler Modell übernehmen kann.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich kann es kurz machen. Die FDP lehnt den Vorstoss ab. Er wird zwar eventuell gewandelt, aber wir lehnen ihn dennoch ab. Die Antwort der Regierung ist überzeugend. Ein freiwilliger direkter Lohnabzug für die Steuern, das klingt natürlich durchaus «süffig» und gut. Aber wir würden uns damit wieder neue Probleme einhandeln, wenn wir dies umsetzen würden, und die Kosten-Nutzen-Rechnung fiele wohl eher bescheiden aus. Man kann auch nicht sagen, Frau Lüthi, wir würden uns damit in guter Gesellschaft befinden, weil andere Kantone dies ebenfalls machen. Jeder Kanton regelt das eben anders, das hält die Regierung ja deutlich fest, und deshalb kann man es auch nicht vergleichen.

Ich möchte noch auf zwei Gegenargumente aufmerksam machen, welche die Regierung auf Seite 3 der Antwort hervorgehoben hat. Zu Punkt 1: Wenn ein Steuerzahler befürchtet, er habe die Übersicht nicht, und wenn er eigenverantwortlich handeln will – was ja löblich ist –, so kann er ja auch jetzt schon freiwillig die Steuern im Voraus bezahlen. Das Argument, das hierzu angeführt wurde, halte ich daher nicht für überzeugend. Er kann bereits im Januar den ersten Lohn als Steuern hinterlegen, dann hat er das erledigt. Es ist bekannt, dass man das tun kann. Der zweite Punkt ist folgender, und den darf man auch nicht verharmlosen: Es gibt wieder einen Mehraufwand für die Arbeitgeber, die KMU. Es gäbe wieder ein Formular mehr. Auch der Staat hätte mehr zu tun. Man kann natürlich sagen, die KMU hätten bereits jetzt viel zu tun, auf ein Formular mehr oder weniger käme es da nicht an. Aber ich habe gelesen, die KMU müssten sich bereits jetzt zu 25 oder 30 Prozent mit Formalitäten herumschlagen. Es gibt also keinen Grund, ihnen jetzt noch einmal mehr etwas aufzubrummen. Dazu kommt noch ein dritter Punkt, und damit komme ich auch gleich zum Schluss. Was wir damit machen würden, wäre eigentlich eine Bevorzugung des Gläubigers. Der Staat als Gläubiger würde gegenüber dem Steuerzahler bevorzugt, wenn es einen Direktabzug

gäbe. Dann könnten ja auch die Swisscom oder die Visana sagen, sie wollten bitte ebenfalls einen Direktabzug. Es kann nicht sein, dass wir in einem Rechtsstaat einfach den Gläubiger bevorzugen, auch wenn dies per Zufall der Staat ist. Aus all diesen Gründen lehnen wir die Motion ab. Wenn wir das Anliegen einfach prüfen, bringt uns das auch nicht weiter. Deshalb lehne ich auch ein Postulat ab.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Die Grünliberalen haben sich auch schon im nationalen Parlament für eine freiwillige Quellensteuer eingesetzt. Sie sind dort aber leider damit gescheitert. Der automatische Direktabzug wäre eine kantonale Lösung, um einen ähnlichen Effekt wie bei der Quellensteuer zu erreichen: Nämlich die Möglichkeit für die Bürgerinnen und Bürger, die voraussichtlichen Steuerbeträge monatlich direkt vom Lohn abgezogen zu erhalten, indem eine automatische Überweisung an die Steuerbehörde erfolgen würde. Die Grünliberalen sind sich in Bezug auf diesen Vorstoss nicht einig. Für einen kleinen Teil der Fraktion sind die Argumente des Regierungsrats mehrheitlich stichhaltig, und deshalb werden sie den Antrag des Regierungsrats unterstützen. Der andere Teil der Fraktion unterstützt den Vorstoss hingegen. Dies aus folgenden Überlegungen, die ich hier denjenigen des Regierungsrats gegenüberstellen möchte. Die freiwillige Steuervorauszahlung dürften viele nutzen, die ihre Finanzen im Griff haben; diejenigen, welche damit Probleme haben, wahrscheinlich nicht. Im Gegenzug sind wir überzeugt, dass bei einem automatischen Direktabzug eben gerade diejenigen, welche Probleme mit dem Papierkrieg rund um die Steuern haben, den Abzug nicht aktiv verhindern würden, und somit würde in unseren Augen diese Zielgruppe eben erreicht.

Die Zahlungsmoral der Bernerinnen und Berner bezeichnet der Regierungsrat zwar als gut. Trotzdem müssen pro Jahr Beträge von über 200 Mio. Franken gemahnt und betrieben werden, und 45. Mio. Franken gehen dabei verloren. Diejenigen, welche auch wegen der Steuern in die Schuldenfalle getappt sind, werden auch andere Schulden haben, die sie nicht zurückbezahlen können. Deshalb gehen wir von einem volkswirtschaftlichen Schaden aus, der deutlich höher liegt, als diese 45 Mio. Franken. Ein Mehraufwand für die Arbeitgeber ist sicher gegeben. Aber ich habe das für meinen Betrieb einmal grob überschlagen. Mit einem Prozent Bezugskommission könnte ich für den Abzug einer Quellensteuer oder eines Direktabzugs rund 2 Stunden pro Monat aufwenden: 2 Stunden, um einen Abzug – der bei den meisten Buchhaltungssystemen ohnehin automatisch erfolgt – bei rund 30 Angestellten vorzunehmen. Also wäre selbst bei einem Prozent Bezugskommission der Aufwand gedeckt.

Bei den Argumenten des Mehraufwands für die Steuerverwaltung und der Unübersichtlichkeit für den Bürger über die bereits geleisteten Zahlungen, kommt es halt stark darauf an, wie dieser Direktabzug ausgestaltet würde. Wenn die Steuerverwaltung dies einfach wie bisher als Steuervorauszahlung betrachten würde, dann müsste der Aufwand eigentlich nicht viel grösser sein. Zudem verursachen die mehr als 60 000 Betreibungen pro Jahr auch Aufwand und damit Kosten. Aber es geht eben nicht nur um die Kosten. Hinter jeder Betreibung stehen auch Schicksale. Betriebene Bürgerinnen und Bürger stehen oft unter Dauerstress. Jedes Mal, wenn eine Rechnung im Briefkasten liegt, kommen Sie in Angstzustände. Sie tendieren dann dazu, den Brief mit der Rechnung gar nicht erst zu öffnen, was natürlich das Problem zusätzlich verschärft. Ich habe einem Mitarbeiter geholfen, seine Schuldensituation in den Griff zu bekommen. Seit er keine Betreibungen mehr erhält, ist er ein ganz anderer Mensch geworden. Unser Steuersystem ist für viele Bürgerinnen und Bürger ein Buch mit sieben Siegeln. Selbst Universitätsstudenten, die bei mir arbeiten, finden sich häufig nicht zurecht, und haben Probleme, wenn eine Rate oder die Schlussabrechnung der Steuerbehörde im Briefkasten liegt. Bei mehr als einer Umfrage in meinem Betrieb, wer lieber eine Quellensteuer als das heute bestehende System hätte, votierte jeweils eine überwiegende Mehrheit für eine Quellensteuer. Eine überwiegende Mehrheit wäre froh, wenn sie das Geld, das sie der Steuerbehörde schuldet, gar nie auf dem Konto hätte. Eine überwiegende Mehrheit wäre froh, wenn sie nur noch eine Schlussabrechnung erhielte. Eine überwiegende Mehrheit würde umso besser schlafen, je weniger sie mit der Steuerverwaltung zu tun hat.

Zu guter Letzt würde ich der Finanzdirektorin gerne noch einen persönlichen Lösungsvorschlag mitgeben, der unter Umständen sehr einfach und relativ kostengünstig umgesetzt werden könnte: Wie wäre es, wenn die Steuerbehörde automatisch an alle Steuerzahlerinnen und Steuerzahler anstelle von drei Ratenrechnungen deren 12 verschicken würde? Dies verbunden mit der Möglichkeit, diese Zahlungen durch einen Dauerauftrag oder ein Lastschriftverfahren zu automatisieren.

Erich Feller, Münsingen (PLR). Für unselbständig Erwerbende soll ein automatisierter freiwilliger Direktabzug vom Lohn zur Bezahlung der Steuern eingeführt werden. Dies soll analog den Quellensteuern funktionieren. Der Abzug soll freiwillig und verzinslich sein. Sicher wäre es zu begrüssen, wenn die Steuerausstände und die erforderlichen Betreibungen reduziert werden könnten. Dramatisch ist die Situation im Kanton Bern aber nicht, da lediglich 45 Mio. Franken oder 1 Prozent der Steuerforderungen abgeschrieben werden müssen. Bei der vorgeschlagenen Regelung stellen sich aber verschiedene Fragen. Wer macht vor allem von freiwilligen Vorauszahlungen Gebrauch? Es sind diejenigen, die sich das leisten können. Sie können nämlich heute auch schon freiwillig Zahlungen vornehmen. Wer zum bestreiten seines Lebensunterhalts kaum genügend Mittel zur Verfügung hat, oder sein Geld anders einsetzen will, wird sich nicht freiwillig Geld vom Lohn abziehen lassen, weil er dann nämlich noch weniger zur Verfügung hat. Aber genau diese Personen müssen später betrieben werden. Hier ist also keine Verbesserung zu erwarten.

Was heisst verzinsliche Vorauszahlung? Wie wir in den letzten Wochen den Medien entnehmen konnten, werden ab 2017 im Kanton Bern keine Gutschriftszinsen mehr zur Anwendung kommen. Heute erhält man noch 0,25 Prozent. Somit sind auch die Zinsen kein Anreiz mehr für Vorauszahlungen. Für die steuerpflichtigen Personen ergibt sich keine Vereinfachung, da dennoch eine Steuererklärung ausgefüllt werden muss und Steuerverdifferenzen ausgeglichen werden müssen. Für den Arbeitgeber ergibt sich aber neu ein markanter Mehraufwand. Er muss für alle seine Mitarbeitenden ermitteln, wie die familiären Verhältnisse sind, die Steuern vom Lohn abziehen und die Beträge pro Person an den Kanton weiterleiten. Welche Faktoren sollen bei der Festlegung des Prozentsatzes für den Abzug berücksichtigt werden, wie Zivilstand, Kinder, Fahrkosten, Zweiverdienerabzug? Wie sollen allfällige Liegenschaftserträge und -aufwände, Versicherungen, Vermögen usw. berücksichtigt werden? Ohne diese Berücksichtigungen liegen die Abzüge weit weg von der Realität. Wie funktioniert es, wenn eine Person mehrere Arbeitgeber hat? Wie sollen Renten mit Steuerabzügen belastet werden? Zieht der Kanton Bern uns allen Steuervorauszahlungen auf unseren Sitzungsgeldern und Entschädigungen ab, oder wollen wir das nicht freiwillig? Wie werden die unterschiedlichen Steuersätze der Gemeinden berücksichtigt? Werden die Abzüge durch die Arbeitgeber alle pünktlich abgerechnet, sodass sie bei der Schlussabrechnung korrekt einfließen können? Sollen die Arbeitgeber diese Mehraufwände gratis vornehmen, oder ist eine Bezugsprovision vorgesehen, die noch schnell einmal höher wäre, als die jährlichen Steuerabschreibungen? Die Inkassoarbeiten sind weitgehend automatisiert. Angesichts der Zahlungsmoral, der Höhe der Abschreibungen, dem Mehraufwand für die Arbeitgeber, der zu vielen, nicht geklärten Fragen und der allenfalls zu zahlenden Vergütungen lehnt die BDP-Fraktion auch ein Postulat ab.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die Grüne Fraktion ist geteilter Meinung in dieser Sache. Gut die Hälfte wird dem Geschäft zustimmen, die andere Hälfte wird sich der Stimme enthalten. Einem Postulat stimmen wir fast geschlossen zu. Zu den kritischen Argumenten: Wie wir schon von Vorrednerinnen und Vorrednern gehört haben, entsteht für den Arbeitgeber weiterer Aufwand, und die Änderung trifft nicht unbedingt die Person, welche die Steuern nicht bezahlen will oder kann. Die vorgesehene Änderung trifft diejenigen, die bereits heute von der verzinslichen Vorauszahlung Gebrauch machen.

Die befürwortenden Argumente sind, dass das, was sich für AusländerInnen mit B-Ausweis bewährt, auch für alle Arbeitnehmenden möglich sein sollte. Und wer nicht einverstanden ist, kann immer noch Einspruch erheben. Für die Steuerverwaltung sollte es denn auch machbar sein, beim direkten Steuerabzug keine Ratenrechnungen zu stellen. Der monatliche Direktabzug soll diese ersetzen. Wer sich mit den Steuern einmal verschuldet, gerät in eine Spirale, aus der schwer wieder herauszufinden ist. Wird nämlich einmal der Lohn gepfändet, werden die Steuern nicht in den Grundbedarf eingerechnet, den man behalten darf. So generiert man immer wieder neue Schulden, und das ist im System selber so angelegt. Eine im Volksmund oft geäußerte Aussage lautet: Die sollen mir doch kein Geld bezahlen, das mit gar nicht gehört! Deshalb stimmen wir dem Postulat zu.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Auch die EVP-Fraktion ist in dieser Sache geteilter Meinung. Diejenigen, welche den Vorstoss befürworten, halten es für eine gute Möglichkeit, dass man sich freiwillig die Steuern vom Lohn abziehen lassen kann. Im Namen dieser Hälfte möchte ich Nathan Güntensperger danken, der uns so plastisch erklärt hat, was dies für einen Unternehmer bedeutet. Wir teilen auch nicht die Meinung des Regierungsrats, dass dies mit exorbitantem Aufwand verbunden wäre. Man müsste sich einfach die Prozesse neu überlegen, wie man dies bei vielen

anderen Abgaben und Lohnbestandteilen auch schon tun musste. Das geht nun an die Adresse von Erich Feller: Beispielsweise bei den Kinderzulagen musste man sich ja auch überlegen, wie man es machen will, wenn jemand mehrere Arbeitgeber hat. Das hat man vor einigen Jahren neu aufgegleist, und dabei musste man sich dies neu überlegen. Es war nicht einfach, eine Lösung zu finden, aber man hat eine gefunden. Heute ist das ganz selbstverständlich, und niemand spricht mehr von den Kosten. Alle diese Überlegungen zum Prozess müssen ja auf Verordnungsebene, vor allem auch innerhalb der Verwaltung und im Kontakt mit den Unternehmern angestellt und Lösungen dafür gefunden werden. Sie sind nicht Gegenstand des nun anstehenden Grundsatzentscheids.

Der Regierungsrat sagt auch, dass man pro Jahr nur einen kleinen Betrag der Steuereinnahmen abschreiben müsse. Das wurde bereits gesagt. Diese Abschreibung entspricht aber nur einem Teil der Kosten. Auch das Eintreiben der Steuern kostet sehr viel: Mahnungen, Betreibungen, Pfändungen – das alles verursacht nicht nur Kosten, sondern es bindet auch Personal. Wir sind auch nicht der Meinung, dass die Leute, die das betrifft, diese Abzugsmethode gar nicht wählen würden. Es wäre also nicht so, dass diejenigen, die Steuerschulden haben, ihre Steuern von vornherein nicht auf diese Weise bezahlen möchten. Wir denken, das Gegenteil wäre der Fall. Sehr viele Leute, die nicht mit Geld umgehen können, die ihr Budget nicht im Griff haben, sind sehr dankbar, wenn sie Hilfestellungen erhalten. Und dies wäre eben eine solche Hilfestellung. Schliesslich sind wir zudem der Meinung, das Ganze habe auch eine moralische Komponente. Ich denke, wir als EVP-Fraktion dürfen durchaus auch heutzutage noch das Wort «Moral» in den Mund nehmen. Ansonsten könnten wir es allenfalls auch mit dem Wort «Ethik» ersetzen. Es ist nicht gerecht, wenn ein grosser Teil der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler die Steuern brav bezahlt, während ein kleiner Teil sie nicht bezahlen muss. Unserer Meinung nach sollte man alles daran setzen, möglichst alle Steuern hereinzuholen. Und hier böte sich nun eine Möglichkeit, dies wieder einmal zu versuchen oder zu fördern.

Die andere Hälfte unserer Fraktion vertritt die Meinung, dieser Abzug würde generell mehr Bürokratie generieren, und vor allem käme damit ein grosser Aufwand auf die Arbeitgeber zu. Weiter ist sie der Meinung, der Abzug käme ja ohnehin nur für Arbeitnehmer in Frage, die auch im Kanton Bern arbeiten. Daher lasse sich dieses Problem auch nicht generell anpacken und deshalb lohne es sich nicht, das nur im Kanton Bern einzuführen.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Ich werde nicht sehr lange sprechen. Ich möchte nun noch ein paar Punkte und Argumente aufgreifen. Als erstes möchte ich Ihnen die Angst nehmen. Nach den verschiedenen Voten, die ich gehört habe, gehe einmal davon aus, der Vorstoss werde in ein Postulat gewandelt. Aber ich will da der Motionärin nicht vorgreifen. Im Vorstoss steht ja, dass man eine gestaffelte Einführung machen könnte. Man will also nicht von null auf hundert Vollgas geben. Ich glaube, es wäre ein gangbarer Weg, zuerst mit grösseren Unternehmen zu beginnen, die sicher auch über professionelle Systeme verfügen und sich ohnehin mit solchen Dingen beschäftigen. Und falls sich das bewährt, könnte man dann weitergehen. Der zweite Punkt ist, dass wir rund 45 Mio. Franken Steuergelder verlieren. Wenn ich mir überlege, dass wir wahrscheinlich im Laufe dieser Session noch Sparmassnahmen werden in Angriff nehmen müssen, habe ich eigentlich den Eindruck, wir könnten auf keinen Cent verzichten. Und hier könnten wir einmal auf der Einnahmenseite etwas tun, nicht immer nur im Sparbereich.

Hinzu kommt, dass sich laut verschiedensten Umfragen etwa 80 Prozent der Bevölkerung eine solche Besteuerung wünschen würden. Sie haben Recht, man könnte schon sagen: Es gibt halt Leute, die nicht mit Geld umgehen können – who cares, das ist nicht mein Problem. Viele Vorrednerinnen und Vorredner haben jedoch bereits schön erklärt – und ich denke das ebenso –, dass wir hier ein Stück weit mit in der Verantwortung stehen. Das sind Leute, die Steuerschulden machen, und sich dann auch noch anderweitig verschulden. Für solche gilt wohl, dass man den Menschen manchmal halt auch etwas zu seinem Glück zwingen muss. Soviel von unserer Seite. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt sowohl eine Motion wie auch ein Postulat. Liebe Kolleginnen und Kollegen, lassen Sie doch den Kanton Bern abklären, welche Möglichkeiten wir hätten, um allenfalls eine solche Reform zu machen. Es kann sein, dass diese nicht möglich ist, aber dann hätte man das zumindest abgeklärt. Ganz viele andere Länder machen es schon lange so, und dort ist es kein Problem. Stellen Sie sich zudem vor, man könnte die AHV mehr oder weniger dann bezahlen, wenn man will. Das würde nicht gut herauskommen. Zum Glück wird diese direkt abgezogen!

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich kann es kurz machen. Wir unterstützen die Meinung der Regierung in allen Punkten. Wir sind klar der Meinung, die Motion sei abzulehnen. Ich muss nicht alles wiederholen, was in der Regierungsantwort ausgeführt wurde. Aber es ist ganz klar: Bei einer freiwilligen Einführung werden wir mit diesem System diejenigen, die uns am meisten Sorgen bereiten, dennoch nicht erfassen. Der zweite und für uns wichtigste Punkt ist: Die KMU sind bereits genug mit Papiertigern belastet. Es ist nicht nötig, noch einen weiteren einzuführen. Wie gesagt wird die Motion von uns einstimmig abgelehnt. Ich gehe davon aus, dass auch ein Postulat mindestens grossmehrheitlich abgelehnt würde.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Mit einem freiwilligen Direktabzug können wir wahrscheinlich keine Inkassospesen sparen, denn er ist ja freiwillig. Herr Grossrat Feller hat genau erklärt, wie es für die Arbeitgeber wäre. Ich möchte das nicht wiederholen. Die EDU lehnt den Vorstoss ab. Dies gilt auch für ein Postulat, denn die Regierung würde da sicher nichts tun, weil es ja sinnlos wäre.

Le président. Es haben sich keine Einzelsprecherinnen oder Einzelsprecher gemeldet. Damit hat Frau Regierungspräsidentin Simon das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Die Motionäre wollen im Kanton Bern einen sogenannten automatisierten freiwilligen Direktabzug einführen, und versprechen sich davon eine Verbesserung des Steuerbezugs. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, damit ist leider nicht zu rechnen, denn im Kanton Bern werden Kantons- und Gemeindesteuern eines bestimmten Jahres ja bereits während des laufenden Jahres fällig. Und wer die Ratenrechnungen bezahlt oder Vorauszahlungen leistet, gerät eigentlich im Normalfall nie in Zahlungsschwierigkeiten allein aufgrund des Systems. Das sieht in anderen Kantonen möglicherweise anders aus. Gerade im erwähnten Kanton Basel-Stadt werden die Steuern beispielsweise einmal jährlich, und zwar erst am 31. Mai des jeweils folgenden Jahres fällig. Für die Steuerpflichtigen im Kanton Basel ist somit das Risiko von Zahlungsschwierigkeiten doch massiv grösser. Deshalb ist es wohl kein Zufall, dass ein gleichlautender Vorstoss im Kanton Basel-Stadt angenommen worden ist. Aber eben: Im Kanton Basel-Stadt hat man andere Zahlungsmodalitäten als im Kanton Bern. Interessant ist in diesem Zusammenhang vielleicht auch, dass auf Bundesebene ein gleicher Vorstoss eingereicht wurde. Dieser wurde jedoch am 22. September dieses Jahres mangels Unterstützung zurückgezogen.

Der Regierungsrat ist der Meinung, dass ein Direktabzug mehr Nach- als Vorteile hätte. Dafür gibt es verschiedene Gründe. Einer ist beispielsweise, dass in diesem Modell die Steuerzahlungen für die steuerpflichtigen Personen noch komplizierter würden. Denn an der Pflicht zum Ausfüllen der Steuererklärung würde sich ja rein gar nichts ändern, weil nur die Lohneinkünfte unter die neue Regelung fallen würden. So ist es ja auch in der Motion festgehalten. Zudem würde das angestrebte Modell für den Arbeitgeber zu Mehrkosten führen, und dafür – so ist es halt eigentlich auch bei den Quellensteuern, und das wäre hier nicht anders – müsste der Kanton ins Portemonnaie greifen. Gemäss ersten Berechnungen lägen die entsprechenden Kosten, also die Entschädigung, die man den Arbeitgebern entrichten müsste, sehr viel höher, als die maximal vermeidbaren Abschreibungen auf nicht bezahlten Steuern. Konkret – wobei dies eine Schätzung ist – würde es sich dabei etwa um einen dreistelligen Millionenbetrag handeln. Auch der Arbeitsaufwand in der Steuerverwaltung würde in beträchtlichem Ausmass ansteigen, und ohne zusätzliches Personal wäre dies nicht umsetzbar. Deshalb empfiehlt der Regierungsrat die Motion zur Ablehnung.

Nun habe ich gehört, dass die Motionärin mit dem Gedanken spielt, den Vorstoss eventuell in ein Postulat zu wandeln. Liebe Grossrätin Lüthi, dazu muss ich einfach sagen: Was soll ich denn noch abklären? Die Fakten liegen auf dem Tisch. Wenn man in ein Postulat wandeln würde, so ergäben sich keine neuen Erkenntnisse. Die Fakten sind bekannt. Deshalb bringt das auch nichts. Ich kann zwar die Regierung nicht fragen, denn sie hat von dieser Situation noch keine Kenntnis, aber ich könnte mir durchaus vorstellen, dass sie ebenfalls ein Postulat ablehnen würde. Ich bitte Sie, den Vorstoss abzulehnen.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Es ist einfach eine Tatsache, dass 65 000 Haushalte im Kanton Bern ihre Steuerrechnungen nicht pünktlich bezahlen können. Und da geht es um 220 Mio. Franken pro Jahr, die man auf betreibungsrechtlichem Weg geltend machen muss. Da kann man zwar sagen, die meisten könnten ja ihre Steuern bezahlen. Das ist schon so; das sind diejenigen mit gutem Einkommen. Diejenigen, die ein kleineres Einkommen haben, können das aber nicht. Ich

bringe vielleicht einen etwas abwegigen Vergleich: die Organspende. In denjenigen Ländern, in welchen die Organspende grundsätzlich einfach gegeben ist, haben 98 Prozent der Bevölkerung ihre Zustimmung gegeben, Organe zu spenden. Dort, wo man aber ganz bewusst einen Organspenderausweis bestellen muss, sind es nur 12 Prozent. Und genau darum geht es. Wenn etwas automatisch einfach abgezogen wird, dann werden die wenigsten aktiv und schreiben «Liebe Steuerverwaltung, ich möchte das nicht!». Vielmehr profitieren sie von dieser Dienstleistung. Klar, sie müssen dann noch die Steuererklärung ausfüllen. Aber das Geld ist bereits weg, und sie kommen gar nicht erst in Versuchung, es für etwas anderes auszugeben.

Es wurden hier viele Fragen aufgeworfen, die man tatsächlich genauer anschauen muss. Das ist so. Es sind keine Fragen, die man nun hier einfach im Rahmen einer Motion abschliessend klären konnte. Deshalb finde ich, es würde sich lohnen, diese Fragen im Rahmen eines Postulats genauer anzuschauen, und nicht einfach zu behaupten, die Fakten lägen auf dem Tisch. Das tun sie nicht. Die Antwort umfasst drei A4-Seiten; das reicht nicht aus. Bern muss das Rad nicht neu erfinden, aber es muss das Rad anpassen auf unser System, und das könnten wir im Fahrwasser der beiden grossen Kantone Basel-Stadt und Zürich tun. Und wenn unser Steuerbezugsmodell wirklich so viel besser wäre als dasjenige in Basel, dann hätten sie dort doch das Modell geändert, und nicht die erwähnte Motion überwiesen.

Le président. Sie haben es gehört, der Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt, und wir können darüber abstimmen. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	64
Non	81
Abstentions	2

Le président. Der Rat hat das Postulat abgelehnt.